



Edito

QUAND DETTE RIME AVEC RACKET...

Ou raquette, basket, fourchette, juquette, salopette, camionnette, roquette (pas la salade), bombette et mitraillette ou que sais-je encore. Nous pourrions nous imaginer dans une école primaire de campagne, qui aurait dû fermer par une décision administrative de réduction des coûts pour l'Etat. Une institutrice, aux petits soins avec ses élèves, qui explique le sens des mots, leur signification, les jeux qu'ils peuvent faire avec. La patience et ce dévouement pour l'enseignement national captivent les minots qui en redemandent.

Mais nous ne sommes pas dans cette situation. Nous sommes dans l'infantilisation et dans la culpabilisation. Nous sommes devant un discours d'acceptation de l'inacceptable, devant une accusation et une moralisation de la responsabilité collective. Ceux qui ont engendré cette dette (si elle existe réellement) se font désigner comme des grands courageux, des sauveteurs suprêmes en pleine tempête, des saint-bernard de l'économie. Ça ne manque pas d'audace mais l'exercice peut paraître séduisant pour certains. D'ailleurs le landerneau médiatique et les chiens de garde s'en donnent à cœur joie.

Justifier l'injustifiable est devenu une marque de fabrique sociale depuis que le capitalisme est en crise et que les gouvernements ont accepté le diktat du fonctionnement de l'Union Européenne, de la Banque Centrale Européenne, du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale. Ces quatre institutions se sont exprimées d'une seule voix pour féliciter les vau-

tours patronaux et gouvernementaux du sabotage en profondeur de nos conquies qui devrait s'organiser.

Encore une fois, nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises, les réactionnaires à la manœuvre (toutes les droites et la socialdémocratie) sont contre le peuple et ont peur des travailleurs. Notre stratégie de porter haut et fort nos "inévitables erreurs" que sont les hausses de salaires, la fin des licenciements, plus d'accès aux soins publics et encore plus de services publics, les rend très agressifs.

Comment avoir le culot de revendiquer un monde meilleur alors que les caisses sont vides, que la dette actuelle et probablement laissée à nos enfants est incontrôlable, que les hôpitaux, l'éducation ou les collectivités sont infoutus de se gérer, que la Sécurité Sociale est un panier percé, que les allocataires des minima sociaux sont adeptes du canapé et des dépendants patentés, etc... Nous devons revenir à la réalité mes amis ! Soyons un peu réalistes. Faisons preuve de pragmatisme et de vérité... il n'y a plus d'argent, monseigneur !

Alors pour calmer tout le monde et faire revenir à la raison les empêcheurs de tourner en rond que nous sommes, ils mettent en œuvre l'artillerie dont ils disposent. Patronat et gouvernement se mettent d'accord pour avoir les mêmes éléments de langage, des arguments communs qui sont bien évidemment ceux du Medef et la même force de frappe

.../...

Sommaire :

Edito : Quand dette rime avec racket...	P. 1 & 2
IHS-CGT : Trésors cachés	P. 2
Prise de parole GdV - 07/07/2025	P. 3 & 4
Tract UD - Macron – Bayrou – Martin ...	P. 5 & 6
La joie d'être licencié et le bonheur....	P. 7 & 8
Formation Syndicale CGT	P. 8 & 9
Pub MACIF	P. 10



AGENDA

Formation Syndicale UD - 2025

- ⇒ **Stage Communication du 6-10 oct.**
- ⇒ **Stage CSSCT AT/MP Harcèlement 22-26 sept.**
- ⇒ **Stage CSE Prise de mandat du 24-28 nov.**

Pensez à déposer vos congés éducation un mois avant le début du stage et informez l'UD de votre participation.



que sont la quasi-totalité des rédactions médiatiques. Pour couronner le tout, ajoutez les fossoyeurs banquiers, les fachos et la social-démocratie (CFDT comprise) qui s'offusquent sur une ou deux mesures le temps que nous allions faire pipi, vous y mettez la Cour des comptes (bien entendu Vallaud-Belkacem) et la boucle est bouclée, et vive un énième plan d'austérité qu'il faudrait avaler.

Mais comme cela ne suffit pas, ils dégainent les fusils 49.3 à plusieurs coups, s'appuient, là encore, sur les partis, les syndicats et les associations qui font, depuis longtemps, sécession avec la population et qui défendent les intérêts capitalistes des exploités.

Et comme les réfractaires à tout changement (en tout cas pas ceux là) sont toujours dans leurs idéologies de progrès, ils nous comparent à la situation en Grèce.

Afin de justifier l'urgence de revenir à l'équilibre budgétaire, Bayrou ose nous rappeler l'atrocité sociale subie par la population et les travailleurs en Grèce : "Le peuple grec, l'Etat grec ont dû consentir à des sacrifices immenses : c'est exactement ce que nous ne voulons pas".

De dire cette ignominie, c'est oublier l'histoire récente et la genèse de la purge financière qui va bouleverser durablement et encore maintenant la situation sociale de millions de personnes. La phrase est d'une violence gratuite car elle signifie qu'il n'y aurait aucun commanditaire à l'origine de cette crise. C'est faire fi des responsabilités des institutions financières internationales, de la vengeance historique de certains pays européens et du projet de vente à la découpe de l'économie du pays.

Nous pouvons dire que c'est ce qui se passe ici, maintenant. Et remettons-nous dans l'idéologie du patronat quand il disait : "La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance !" (D. Kessler)

Il est de notre responsabilité, dès maintenant, d'organiser la riposte et surtout la résistance sociale pour déjouer ces reculs sociaux et gagner durablement une autre société débarrassée de ce système économique et politique néfaste et mortifère.

Bons congés d'été, mes camarades, le combat ne fait que commencer.

Sébastien MARTINEAU
Secrétaire Général



Trésors cachés

En novembre prochain, **notre bulletin d'Information de l'UD portera le n° 500** et nous préparons un numéro spécial pour le célébrer.

Nous recherchons tout document relatif au bulletin en particulier antérieur à 1970 : exemplaire, photo (tirage du bulletin, mise sous plis, etc.)...

**Alors, fouillez vos caves et greniers,
ceux de vos parents
ou grands-parents.**

Nous comptons sur vous !

Envoyez vos trouvailles le plus rapidement possible à l'UD, sous la forme originale de préférence.

Nous vous les restituerons bien entendu, à moins que vous ne vouliez en faire don à l'UD ou à l'IHS CGT.





PRISE DE PAROLE SYNDICALE CGT

Hôpital Privé Guillaume de Varye

LE 7 JUILLET 2025

Chers camarades, collègues, amis,

Quatre semaines. Quatre semaines d'un conflit âpre et historique qui a mis notre établissement au ralenti, quatre semaines où des salariés ont été réquisitionnés à outrance, soumis à des horaires intenablement, et où huissiers de justice et forces de l'ordre ont été appelés comme si nous étions des criminels.

Quatre semaines où nous avons dû affronter le mépris, la répression et l'inhumanité d'une direction prête à tout, sauf à écouter ses salariés.

Dès la première semaine, le service de stérilisation s'est vu brutalement arrêté sous la pression de notre direction, le vendredi 13 Juin. « Soit la grève est totale, soit vous ne faites pas grève », voilà les mots choquants de notre directeur. Pourtant, nous avons prouvé dès le 10 Juin que nous pouvions assurer un service minimum, garantissant la chirurgie oncologique, les urgences internes, les pertes de chances, l'obstétrique, bref la sécurité des patients.

Mais la direction n'en a eu cure.

La deuxième semaine, la répression s'est intensifiée. Les agents de stérilisation ont été massivement réquisitionnés, non pas pour maintenir le strict minimum, mais pour travailler davantage, jusqu'à l'épuisement, alors qu'ils étaient déjà à bout moralement. Même la pharmacie a rejoint le mouvement, provoquant là aussi des arrêtés de réquisition. Puis ont suivi les arrêtés maladie chez les agents de stérilisation, preuve du climat de terreur et de fatigue extrême dans lequel on nous a plongés.

Et comme si ça ne suffisait pas, la direction est allée encore plus loin : elle a fait appel à Securex, une société privée employant des médecins, pour vérifier si les arrêtés maladie n'étaient pas de simples "arrêtés de complaisance". C'est une honte absolue !

La troisième semaine, un membre du siège est venu nous asséner la grande messe. Le 26 Juin, le DRH adjoint du groupe a débarqué avec arrogance et

condescendance, comme s'il venait expliquer la vie à de "pauvres Berrichons" que nous sommes.

Il est venu nous proposer, la bouche en cœur, 33 € net pour les plus de 5 ans d'ancienneté, 20 € net pour les moins de 5 ans, et 10 € net l'année prochaine... en intégrant la prime d'assiduité.

Ce jour-là, nous avons compris que même le siège nous méprisait.

La troisième semaine la grève gagne encore du terrain : bloc opératoire, salle de réveil, soins externes, ambulatoire, pharmacie. Pendant tout ce temps, notre direction locale a disparu, se cachant, fuyant ses responsabilités. Nous n'étions, à leurs yeux, que des "parias" quémandant quelques euros...

Puis il a fallu attendre le mercredi 02 Juillet pour une prétendue réunion de négociation... qui n'en fut pas une. La direction a choisi de se murer dans le silence, qualifiant notre mouvement d'"illicite", pendant que certains salariés recevaient des mises en demeure.

Le lendemain, la honte a atteint son sommet. Notre DRH locale a fait signer à des salariés des documents d'arrêt de grève sous la menace de sanctions s'ils refusaient. Pire encore : un de nos plus anciens brancardiers a été retrouvé en larmes, humilié par des pressions exercées conjointement par la DRH, la directrice des opérations et un huissier de justice.

Honte à vous, membres de la direction, pour avoir brisé ainsi un homme bientôt à la retraite, un homme qui a donné tant à cet établissement, un homme présent dans ces murs bien avant vous !

Nous avons poursuivi les discussions, multiplié les propositions, mais tout a été balayé d'un revers de main. Toujours le même refrain : "L'établissement ne peut pas se le permettre."

Curieusement, l'établissement peut en revanche se permettre :

- ⇒ de payer des huissiers de justice,
- ⇒ de rémunérer un cabinet privé pour faire passer nos arrêts maladie pour du "confort",
- ⇒ de chercher une société de sécurité privée pour barricader les portes contre "les méchants syndicalistes" et salariés grévistes ayant le malheur de rester dans les couloirs,
- ⇒ De faire sous-traiter le matériel de stérilisation.

Le vendredi 04 Juillet, nous avons été contraints de voter entre trois propositions toutes plus méprisantes les unes que les autres. Sans surprise, elles ont été massivement rejetées. Vous, les salariés avez proposé une sortie de conflit avec comme seule nouvelle requête le paiement des heures de grève, comme gage de respect pour notre lutte. Une modique somme comparée aux trois autres propositions.

Mais la direction a refusé, persistant dans son mépris.

Aujourd'hui, en responsabilité, je vous propose d'envisager un arrêt de cette grève. Non pas parce que nous avons été vaincus, mais parce que nous voulons sortir par le haut, en restant dignes et forts.

Nous devons être fiers de ce combat. Nous avons tenu tête à une direction locale et à un groupe (ELSAN) qui nous ont traités avec arrogance et cruauté. Nous avons prouvé que nous étions capables de nous lever ensemble, unis, pour défendre notre dignité.

Oui, nous sortons de cette bataille fatigués, marqués, mais plus forts et plus soudés que jamais. Nous devons aussi penser aux patients, à nos patients, trop longtemps laissés dans l'incertitude. Nous, soignants, nous sommes humains, et notre métier est de nous occuper de l'humain, ce que la direction semble avoir totalement oublié !

Nous n'excusons rien. Nous condamnons les pratiques, les menaces, le mépris. Et nous exigeons le départ rapide de cette équipe dirigeante, sans quoi nous ne garantissons pas qu'un nouveau conflit ne voie le jour. Car continuer avec ces personnes serait ruiner encore davantage l'image et l'avenir de notre établissement.

Mes chers collègues, soyons fiers ! Nous avons mené une bataille exemplaire. Nous avons perdu des plumes, certes, mais nous avons sauvé notre honneur.

Aujourd'hui, soyons responsables !

Reprenons le chemin de l'humain, pour nos patients, pour notre établissement que beaucoup d'entre nous considèrent comme leur deuxième maison.

Vive le personnel ! Vive Guillaume de Varye !

Force, courage, et allons de l'avant, unis, plus déterminés que jamais !

Merci à toutes et tous !





8 Place Malus
18000 Bourges
Tél : 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr
site : www.udcgt18.fr

MACRON – BAYROU – MARTIN

CES HOMMES ONT DECIDÉ DE TUER UNE PARTIE DE LA POPULATION

43,8 milliards d'euros d'austérité cette année, ce serait le prix à payer pour être accepté dans le cercle très fermé des politiciens les plus respectables pour les financiers. **Ce serait le prix à payer pour que le marché économique capitaliste soit rassuré et que les fonds d'investissements étrangers puissent venir piller l'argent public de nos impôts, de notre Sécurité Sociale, la richesse créée par notre travail et payent les retraites des américains, et autres, par les fonds de pension.**

43,8 milliards, ce serait le prix à payer pour que notre système social et de société, l'intérêt commun, **tout ce qui a été obtenu par les luttes de 1945 jusqu'à aujourd'hui soient complètement anéantis.** C'est ce que nous devrions payer pour revenir au 19^{ème} siècle. C'est l'aboutissement de la construction économique européenne avec son lot de fermetures d'entreprises et le chômage de masse, les privatisations, la fin des services publics, de l'aide sociale et des minima sociaux, de la Sécurité sociale pour l'assurantiel individuel.

Rappel :

43,8 milliards d'euros s'écrit en chiffres 43 800 000 000. En francs pour les plus anciens c'est 287 309 166 000. Exemple : ramenons ce montant à un salaire mensuel de 2 000 € brut (1 560 net) faisant 13 119 francs (et 10 233 net). **Combien cela représenterait de montant de salaires 2026 en moins ?** 3,65 milliards d'euros soit 1 825 000 feuilles de paye. Combien de salariés touchés ? A vous de calculer.

Deuxième rappel :

Rapport sénatorial : **211 milliards tous les ans d'aides publiques aux entreprises, d'exonérations de cotisations sociales et fiscales.**

C'est le premier budget de l'Etat. Toujours avec un salaire de 2 000 €, ce serait 105 000 000 d'emplois qui seraient subventionnés pour une population globale d'un peu plus de 68 millions d'habitants. Nous avons 21 millions de salariés dans le secteur privé et 6 dans la fonction publique.

Si cet argent n'était pas capté pour les profits et les dividendes, dans l'absolu, tous les travailleurs du privé comme les fonctionnaires pourraient voir leur salaire brut passer à plus de 7 800 euros.

Y aurait-il un problème de détournement implicite d'argent, de notre argent vers la bourgeoisie et la propriété privée ?

Mais la donne n'est pas à nous redonner ce que nous créons. Elle est à nous sucrer ce qui nous appartient et qui fait historiquement notre société.

Quelques exemples des annonces macabres du tandem Medef – Gouvernement :

– Suppression de l'abattement de 10 % pour les retraités

A croire que les retraités seraient des nantis et qu'ils ne travailleraient pas ? Demandez à vos parents ou à vos grands-parents s'ils ne sont pas investis dans



une quelconque activité, ne serait-ce que de garder vos enfants ou bénévoles dans une association ?

- **5 milliards d'économie dans la santé, réforme des Affections de longue durée et doublement des franchises médicales**

Ben tient ! Il est vrai que l'accès aux soins est tellement facile et abusif qu'il faut en finir avec les dérives. Qu'ils disent très clairement qu'ils veulent nous imposer un système de santé à l'américaine où plus personne ne peut se faire soigner où il faut des lotos géants pour un dentiste dans un stade de foot.

- **Fin de la cinquième semaine de congés payés et suppression de deux jours fériés**

Fallait quand même y penser ! Serions-nous un pays où les travailleurs ne pensent qu'à faire autre chose que d'engraisser les patrons ? OUI. Un mois de mai qui ne serait pas rentable économiquement ? Mais pour qui ? Le 8 mai est la victoire sur le fascisme, les réactionnaires et la collaboration, c'est la victoire de la Résistance. Revenir dessus, c'est laisser une porte ouverte au retour de l'Histoire.

Et si la solution était de travailler gratuitement ? Ils y pensent déjà avec les allocataires du RSA.

- **Déficit du commerce extérieur**

Juste la conséquence de la désindustrialisation et des délocalisations orchestrées par le patronat et les actionnaires. Alors, Monsieur le Premier Ministre, va punir les vrais responsables. Ah non, ils te soutiennent.

- **Accros à la dépense publique et trop de dettes**

Il faut arrêter de prendre le cahier revendicatif du Medef comme livre de chevet, ça amène à dire des inepties.

- **Tout le monde devra participer aux efforts**

C'est qui "le tout le monde" ? Nous n'avons sûrement pas la même vision du "monde".

Enfin :

- **L'armée française doit rester au niveau de ses responsabilités (d'où les économies à faire ailleurs)**

Si c'est pour la défense de notre territoire, c'est légitime. Si c'est pour faire la guerre ailleurs, hors de question. Les industriels de l'armement l'ont bien compris et poussent à entretenir les conflits. Pour rappel, notre pays n'est pas en danger, pas plus que notre démocratie (si ce n'est par le Rassemblement national, la droite réactionnaire dont le camp macroniste) et les chars russes sont loin de Paris.

Nous avons toutes les raisons de nous mobiliser pendant l'été en échangeant partout où nous nous trouvons. Nous entrons dans une période déterminante pour notre avenir et celui de nos enfants.

Finis les régressions sociales, place aux progrès et au changement de société.

A TRES VITE EN GREVE POUR OBTENIR CE QUE NOUS VOULONS.

Bourges, le 22 Juillet 2025



LA JOIE D'ÊTRE LICENCIÉ ET LE BONHEUR DE LA PRÉCARITÉ

Ben oui, il y a du bon dans tout et les chômeurs le savent bien. Mais les plus heureux sont ceux qui subissent les licenciements, les ruptures conventionnelles, les contrats courts ou sont poussés à la démission. Et tous les jours ils sont de plus en plus nombreux à trouver l'extase en recevant leur solde de tout compte et leur attestation Assedic. Quelle jouissance à faire sa démarche en ligne pour se soumettre à cette machine à broyer qu'est devenue France Travail !

Mais ne vous en faites pas, pauvres privilégiés que vous êtes, vous êtes du bon côté de la barrière. Pourquoi se plaindre alors que le licenciement est, du point de vue patronal, "un acte de courage", ça c'est dit, "de responsabilité", ben voyons" et même parfois de respect", on ne nous l'avait jamais fait.

Un patronat respectueux, responsable et courageux, ça fait rêver, c'est beau, on dirait du veau. Mais au fait, nos exploiters locaux seraient déjà tout ça et nous ne le saurions pas ? Quelle mauvaise foi de notre part, quelle ingratitude, quel mépris nous avons pour cette petite caste bourgeoise ! Alors qu'ils nous aiment, nous chérissent, nous bichonnent, nous exploitent avec amour et humour, nous, pauvres gueux, passons notre temps à nous plaindre. Quelle inconséquence dans nos esprits pour penser tout le mal qu'ils méritent allégrement !

Les salariés ne comprennent pas les difficultés des gentils "employeurs". Ben oui, à force de râler sur leurs salaires et leurs conditions de travail, à force de revendiquer une meilleure qualité de vie, ils ont une vision étriquée voire incertaine de ce qu'est le monde de l'entreprise, l'entreprenariat. Donc le patronat bien de chez nous nous donne une explication plutôt sympathique à lire, une petite définition de l'entreprise pour les nuls.

Je cite : "le moment le plus difficile de l'entreprenariat, ce n'est pas lever des fonds. C'est regarder

quelqu'un dans les yeux... et lui dire que c'est la fin de l'aventure." C'est ça la vie de couple, en collectivité avec des histoires d'amour qui, en général, finissent mal (ce n'est pas moi qui l'affirme mais les Rita Mitsouko et tellement vrai dans le travail).

Comme dans Koh-Lanta, même les meilleurs peuvent chuter, partir fiers et sans rancune des sales coups orchestrés par les autres, et tout ça les yeux dans les yeux. C'est le jeu, ma pauvre Lucette, et dans ces cas-là, le perdant l'a très mauvaise.

Eh non ! Pas du tout selon ce même édile patronal. Pour lui, l'obtention de fonds est tellement aisée qu'il en fait profiter ses salariés en se concentrant sur leur avenir. Il développe tellement de considération pour ses "collaborateurs" (comprendre copains, amis, amoureux, amants ou cocus) que tout les travailleurs aiment ou aimeraient être licenciés dans la joie et la compassion.

Oui, les joies de la précarité sont à ce prix, vivre d'amour et d'eau fraîche. Ça ne dure pas très longtemps mais vu les périodes de chaleur et la division de la société, un peu de bien-être et de charité sont toujours bon à prendre, surtout pour les autres. Il est assez bon, ce petit indécant.

Pour illustrer un peu plus ses propos, il nous explique la philosophie d'être mis dehors franchement digne de l'Académie française, d'un diplôme des Arts et des Lettres ou d'un doctorat en philosophie (celles et ceux qui pensent plutôt à une phase tirée de Voici, Gala ou Paris-Match se tromperont, c'est hyper sérieux et très certainement sourcé).

"Licencier" c'est (je cite encore tellement c'est beau et larmoyant) : "Respect pour la personne, à qui on redonne de l'oxygène. Respect pour le projet, qui mérite qu'on fasse les choix difficiles."

Que dire ? Les bras m'en tombent et une larmichette sur l'œil gauche également. Quelle émotion,



quelle souplesse dans ce phrase qui nous ramènerait au siècle des Lumières ! C'est du Baudelaire, du Prévert, du Ferrat et du Clemenceau à la fois. On ressent de l'humanité, une forme de réflexion progressiste digne du 21^{ème} siècle, un hymne au travail bien fait.

C'est surtout une réflexion profonde de ce que pense la bourgeoisie des conditions dans lesquelles ils traitent et éjectent les travailleurs. De l'oxygène quand tu es complètement asphyxié, un projet qui t'es imposé, à savoir le chômage ou un emploi contraint mal payé et des choix bien plus difficiles pour le licencié que pour le cofondateur d'Algosup qui vient de fermer.



Le patron de la "licorne" (il paraît que ça existe) Ledger comme d'autres ne se cachent plus pour faire de la politique politicienne, avoir des avis et des recommandations pour une société acquise à leurs désirs et besoins.

Alors ne nous cachons plus non plus pour les combattre, pour imposer le rapport de forces et ne plus supporter ce genre de déclarations plus méprisantes les unes que les autres.

Sébastien MARTINEAU

Source : Le Berry du dimanche du 6 juillet 2025

FORMATION SYNDICALE



AUX SECRETAIRES GENERAUX DE SYNDICATS, AUX MILITANTS, AUX SYNDIQUES

Cher(e)s Camarades,

Vous connaissez tous l'importance de la formation et de l'éducation syndicale pour l'ensemble de la CGT.

Nous mettons un point d'honneur à ce qu'un maximum de camarades s'inscrivent dans le programme complet à disposition. Les commissions exécutives des syndicats se chargent de proposer le cursus à tous les nouveaux syndiqués comme aux plus anciens.

Trois types de formations sont disponibles et elles sont toutes complémentaires :

- ⇒ Être acteur toute sa vie syndicale
- ⇒ Outiller au mandat
- ⇒ Outiller à la responsabilité

Comme vous le voyez, elles ont toutes une spé-

cificité suivant l'implication et les responsabilités des uns et des autres. Elles s'additionnent pour acquérir le plus de connaissances politiques, techniques et stratégiques possible.

Les sessions de formation, à quelque niveau qu'elles soient, sont des formidables moments d'échanges entre les formateurs, les animateurs et les stagiaires. Ce sont surtout de grands moments de partage d'expérience, de vécu, d'apprentissage, de pratique entre les stagiaires eux-mêmes. Tout le monde se souvient de ses semaines d'éducation et nous arrivons à les tenir presque toutes.

Malgré une participation des camarades des syndicats toujours importante, il y a un petit bémol quand même. Certaines formations ont du mal à faire le plein, et annuler une formation met en difficulté nos organisations et les camarades qui ont fait la démarche auprès de l'employeur.

Comme rappelé plus haut, elles sont toutes imbriquées les unes aux autres et elles sont donc toutes nécessaires et indispensables.

Prochainement se tiennent les sessions CSSCT Harcèlement (du 22 au 26 septembre) et COMMUNICATION (du 6 au 10 octobre).

La **comm'** et la **propagande** sont des éléments indispensables et nécessaires dans le combat de classe que le patronat nous inflige. Nous devons maîtriser ces techniques parce que le camp d'en face, lui, est bien formé pour faire passer ses idées.

Quant au **harcèlement**, nous y sommes de plus en plus confrontés, dans les entreprises, les administrations et dans les accueils juridiques des UL. Nous avons des outils pour combattre les

faits ou accompagner les victimes, **formons-nous massivement.**

Ces deux stages ne sont pas pleins, surtout communication. Alors faisons le travail pour ne pas être obligés de l'annuler dans une période où les expressions, quels que soient leurs formes et les supports font partie de la guerre idéologique.

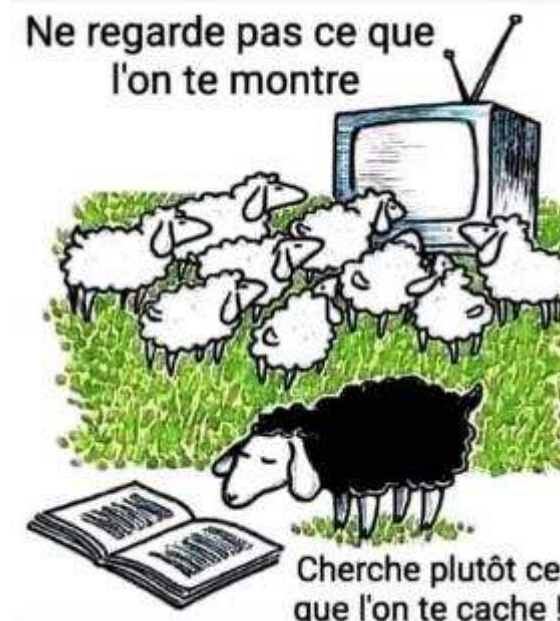
Nous demandons aux syndicats de prendre le temps nécessaire pour que les calendriers de formation soient discutés régulièrement afin de faire vivre ces plans et préparer les camarades.

**LA FORMATION SYNDICALE FAIT PARTIE
DES QUESTIONS D'ORGANISATION
DANS NOS STRUCTURES.
DEVELOPPONS-LA.**



équiper pour agir

& La maxime du mois &



65 ans. 6 millions de sociétaires. Et toujours 0 actionnaire.



Nous sommes heureux de fêter
notre 6 millionième sociétaire,
un cap atteint à l'aube de nos 65 ans.
Merci à tous d'avoir choisi la Macif,
un modèle sans actionnaires qui agit
toujours dans l'intérêt de ses sociétaires.



La Macif,
c'est vous.



* Etude OpinionWay - 1005 répondants - Janvier 2024 - Catégorie compagnies d'assurance.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.